

La mort des " politiques "

Serge Mallet

L'un des grands mérites du P.S.U. dès sa formation fut d'analyser l'avènement au pouvoir du gaullisme comme la conséquence d'un changement des formes de domination politique de la bourgeoisie française, et non comme une « aventure personnelle ». L'éclipse de la « démocratie représentative » ne faisait qu'exprimer l'affaiblissement du rétrécissement du poids économique et social de ces fameuses « classes moyennes » sur lesquelles reposait le mécanisme de la démocratie parlementaire.

Le départ du général de Gaulle n'a, contrairement à ce que pensaient certains nostalgiques de la IV^e République, rien changé à ce processus. Le système parlementaire continue de décliner. Les véritables conflits, les véritables arbitrages se font désormais ailleurs. Le Conseil du Patronat français, un C.N.P.F. débarrassé de l'influence des petites et moyennes entreprises, intervient directement comme force *politique* sur l'opinion publique. Le pouvoir exécutif n'arbitre plus entre les couches inférieures de la bourgeoisie et les grands monopoles, mais se met officiellement au service de ceux-ci. Mieux même, il feint de ne plus intervenir dans le débat économique et social, abandonnant aux « partenaires sociaux » syndicats et patrons, le soin de trancher leurs conflits. Dans toutes les grands décisions du régime Pompidou — la dévaluation, la relance de la concentration des entreprises, l'abandon des orientations « dirigistes » qui subsistaient dans le VI^e Plan et le choix du « capitalisme à la japonaise », l'ouverture sans limite aux capitaux étrangers et la possibilité pour le capitalisme français d'investir hors de la zone-franc, la politique d'intégration des syndicats et le développement de la répression policière — le Parlement n'a pratiquement eu qu'à entériner, quand même il a été consulté.

L'intérêt manifesté par l'opinion pour le tête-à-tête télévisé Séguy-Ceyrac est caracté-

ristique de ce « déclin du politique » au sens traditionnel du terme.

Cette situation n'est pas propre à la France ; l'Italie fait l'expérience d'un pays qui n'a pas eu de gouvernement depuis un an. Le conflit qui se développe en Angleterre, entre le pouvoir conservateur et les syndicats, passe directement par l'affrontement dans les usines et les grandes villes et non par le vieux Parlement. Les crises qui secouent l'Irlande du Nord, le Québec, ne sont pas de nature « parlementaire ». Pour ne pas parler des U.S.A. où, depuis longtemps, le Congrès n'est plus le centre des véritables décisions.

Cela ne veut pas dire que la société capitaliste développée est condamnée à l'affrontement brutal et rigoureux des possédants et des exploités, qu'elle ne secrète pas d'autres mécanismes « récupérateurs », d'autres formes d'arbitrage entre les diverses composantes de la classe possédante comme d'autres moyens de corrompre ou de duper certaines fractions des classes exploitées. Simplement, ils ne sont plus les mêmes, le bureaucrate syndical remplace le notable de jadis, les groupes de pression socio-économique se substituent aux partis de type libéral.

La définition du champ de la lutte de classe doit partir de ce constat : c'est faute de le faire, que les partis de la social-démocratie traditionnelle perdent peu à peu toute crédibilité. Le « Nouveau » Parti Socialiste a eu beau mettre quelques guirlandes en néon sur sa vieille façade, son dernier Conseil national a donné l'image d'une formation passéiste, reflet de couches sociales et de formes de vie broyées par le capitalisme moderne. L'attachement du P.C. aux formes électorales part, lui, d'une toute autre analyse : ce n'est pas parce qu'il est devenu un parti électoraliste que le P.C. est devenu réformiste. C'est parce qu'il a admis le principe d'une longue cohabitation avec le pouvoir capitaliste,

qu'il feint d'attacher une belle importance aux formes électorales de la démocratie.

Nous savons tous, depuis mai 68 au moins, que les possibilités d'une destruction du système capitaliste ne passe pas par la vieille voie de la conquête d'une majorité parlementaire.

Le P.S.U., pour sa part, faisait cette analyse, en choisissant une « stratégie sociale », en lançant ses campagnes sur le contrôle ouvrier dans les entreprises et le cadre de vie. Jamais la combativité ouvrière et paysanne n'a été aussi forte. Depuis deux ans, il n'est aucune branche de la production ou des services qui ne soient touchée par des mouvements d'une dureté exemplaire et d'un taux de participation très élevé. La combativité manifestée ces derniers mois par les ouvrières du textile ou les vendeuses des Grands Magasins, secteurs traditionnellement atones, prouve que la contestation ouvrière est sortie des grandes usines de l'industrie moderne où elle est restée concentrée même en mai-juin 68 pour gagner des secteurs traditionnellement peu propices à 1% lutte. L'essentiel des luttes ont des objectifs de contrôle qui mettent en question le pouvoir capitaliste dans l'usine.

Mais, en France comme en Italie, comme dans les autres pays capitalistes avancés, cette combativité ouvrière bute sur l'absence de coordination des luttes, l'absence d'une stratégie unifiante.

En un mot, il ne suffit pas de dire et répéter comme on l'a trop fait ces temps-ci : il faut un parti révolutionnaire pour conduire les luttes révolutionnaires, encore faut-il décider de quelle nature sera ce parti.

Seul un parti qui ne décide pas de l'extérieur la stratégie des luttes ouvrières, mais l'élabore du dedans, agissant à l'intérieur du mouvement des masses, faisant constamment le lien entre la pratique vécue

des luttes et la nécessité de les réinsérer dans une stratégie plus globale, est l'instrument intellectuel nécessaire. Tout le monde admettra que, le P.S.U. lui-même, où, à travers les sections locales, se perpétuent des formes d'organisation mieux adaptées à la lutte électorale qu'à la conduite de l'action des masses, n'est encore que partiellement une image de ce parti-là. La décision de la D.P.N. de donner la parole, à travers la préparation du Conseil national, aux secteurs ouvriers et agricoles du parti, de leur donner l'initiative de la préparation du programme d'action et d'associer, à travers les conférences régionales, des militants ouvriers et paysans qui, sans être membres du parti, ont assumé la direction des luttes populaires, est, non un événement interne mais un événement politique essentiel : elle vise à sortir la réflexion politique du cadre désormais périmé des institutions politiques pour la situer dans la vie des masses en lutte. Elle doit contribuer à modifier la nature sociale de la prise de décision dans le parti lui-même, donner la priorité à la réflexion dans l'action sur le bavardage pseudo-théorique.

Mais elle est aussi le début, l'une des amorces possibles de la construction du Mouvement politique de masse, assurant l'encadrement des luttes économique-sociales actuelles : car la caractéristique des luttes sociales d'aujourd'hui est précisément qu'en s'attaquant au pouvoir de décision du capitalisme dans l'entreprise et dans la cité, elles débouchent sur l'affrontement politique avec le pouvoir.

C'est à ce niveau que les distinctions artificielles entre parti et syndicat se résoudront, celui d'une organisation de masse rejetant le syndicalisme de négociation, une organisation politique se bâtissant à travers les luttes de masse, dans la pratique.